

circonscriptions et faire face à la musique.

Que diront-ils aux vieillards? Ils devront leur dire: encore une fois, le parti libéral vous a oubliés. Le parti libéral s'en trouvera diminué. Les électeurs diront: il existe d'autres partis, au pays, qui voudraient bien nous aider; pourquoi ne pas leur faire confiance? Je m'inquiète du sort du parti libéral; aussi, je veux, ce soir, lui offrir mon aide. Il aura l'occasion de corriger son erreur, demain, en faisant une déclaration. Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social peut faire une déclaration touchant les mesures qu'il entend prendre pour corriger les lacunes qui ont été signalées. Loin de vouloir partir en vacances d'été le plus tôt possible, la plupart des députés sont disposés à rester ici, afin de donner au gouvernement la chance de corriger son erreur.

Une fois de plus, nous venons en aide au gouvernement. Il aurait été vraiment embarrassant pour lui que nous adoptions cette mesure d'assistance publique du Canada rapidement, ce soir, sans y apporter d'amendements, et il l'aurait regretté le lendemain. Mais nous allons lui donner la nuit pour réfléchir. Demain, le premier ministre modifiera peut-être son attitude à l'égard des bénéficiaires de la pension de vieillesse et nous entendrons peut-être, à l'appel des motions, une déclaration portant qu'une mesure législative parallèle, faisant pendant à ce bill, sera présentée et que les pensions de vieillesse seront portées immédiatement à \$100 par mois.

**M. Knowles:** Nous espérons que vous êtes prophète, Gordon.

**L'hon. M. Churchill:** Ma foi, j'ai déjà eu raison, dans le passé, sur les questions politiques, et il pourrait bien en être ainsi en cette occasion.

Parlant à l'étape du projet de résolution, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a dit que cette mesure allait étayer, dans son ensemble, le régime de sécurité sociale—je paraphrase ses propos, mais il a employé le mot «étayer». Il semblait excellent, à ce moment-là, d'intégrer le régime de sécurité sociale au Canada.

Mais à la réflexion, en relisant son discours, j'ai découvert qu'il faisait grand état de quelque chose qui n'était pas aussi important qu'il le prétendait lorsqu'il a parlé le 14 juin. La plupart de ces programmes sont en œuvre depuis des années. Le projet de loi ne fait que mettre de l'ordre dans les choses. Nous ne nous opposons pas à cela. Du point de vue administratif, cela nous semble une bonne

idée. Certains programmes d'assistance exploités séparément depuis des années sont maintenant groupés. Le ministre a donné un nom à cette initiative: le régime d'assistance publique du Canada, et cela résonne comme si c'était un projet tout neuf. Si je ne me trompe sur la machine de propagande du parti libéral, cette mesure sera présentée au grand public comme quelque chose d'entièrement original qui étaye l'ensemble de notre régime de sécurité sociale.

**M. Douglas:** Des annonces à pleine page.

**L'hon. M. Churchill:** Oui. J'espère que les lecteurs ne s'y laisseront pas prendre. Cette mesure ne fait que mettre de l'ordre dans les choses et si elle n'étaye pas l'ensemble de notre régime de sécurité sociale, c'est pour deux raisons. D'abord, elle ne prévoit rien pour nos citoyens âgés qui sont dans l'indigence actuellement. Ensuite, la somme d'argent prévue est plutôt insuffisante.

Le ministre a déclaré qu'on a évalué à 85 millions de dollars le coût de l'assistance supplémentaire prévue dans le bill. Il nous a dit en même temps qu'environ un million de personnes ont besoin d'assistance, soit celles qui relèvent encore du programme d'assistance-vieillesse, celles qui reçoivent des allocations aux aveugles, les invalides, les mères nécessiteuses ayant des enfants à leur charge, ainsi que 600,000 autres assistés sociaux et 50,000 enfants relevant de l'aide à l'enfance. En tout, un million de citoyens Canadiens profiteront des 85 millions de dollars supplémentaires.

Ma foi, 85 millions de dollars semble un bon montant d'argent mais il ne représente que sept dollars par mois et 23c. par jour pour ces gens et je ne puis voir comment il assurera beaucoup plus d'aide. Il n'en fournira pas autant que le ministre a tenté de faire croire lorsqu'il a parlé de cette mesure à l'étape du projet de résolution et à celle de la deuxième lecture. Lorsque nous additionnons ensemble tous les paiements au titre du bien-être et le coût du travail d'aide qui se fait, la nouvelle dépense, a-t-il dit, porterait le total des frais fédéraux au compte des services de bien-être à plus de 250 millions de dollars.

Il a essayé de nous convaincre que ce chiffre représentait une aide considérable. Je n'en suis pas tellement sûr. Nous avons une population de 20 millions; notre pays est riche et peut prévoir, dans son budget, près de 8 milliards de dollars de revenus pour une année financière. Je ne suis pas si certain que 250 millions de dollars pour un million de citoyens